

Jérôme Blanc

Où vont les monnaies sociales ?
Où peut-on aller avec elles ?
Quelques mots en guise de conclusion

Extrait de

Jérôme Blanc (dir.),
Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport 2005-2006,
Paris : Économica, 547 p.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

LES MONNAIES SOCIALES : UN OUTIL ET SES LIMITES

PARTIE I.

JUSTIFICATIONS DES MONNAIES SOCIALES

PARTIE II.

MODALITES D'ORGANISATION

PARTIE III.

MODELES NATIONAUX, EXPERIMENTATIONS ET EVALUATIONS D'IMPACT

PARTIE IV.

LE *TRUEQUE* ARGENTIN, DE L'EMBALLEMENT A LA CHUTE

CONCLUSION GENERALE

OU VONT LES MONNAIES SOCIALES ? OU PEUT-ON ALLER AVEC ELLES ?

QUELQUES MOTS EN GUISE DE CONCLUSION

SIGLES ET ACRONYMES

SITES INTERNET

TABLE DES MATIERES

OU VONT LES MONNAIES SOCIALES ?

OU PEUT-ON ALLER AVEC ELLES ?

QUELQUES MOTS EN GUISE DE CONCLUSION

Jérôme Blanc

Quel sens général donner à la diffusion et à la montée des monnaies sociales et quelles lignes de perspectives peut-on repérer ? Pour conclure cet ouvrage, nous proposons de revenir sur deux points principaux : d'une part, les questions relatives à la monnaie ; d'autre part, les questions relatives à la légitimité, à l'organisation et à la professionnalisation des dispositifs.

La monnaie : entre perspectives radieuses et réalisations modestes

Si l'on adopte une vue internationale, on peut constater tout d'abord la concomitance des projets et, parfois, des réalisations d'unions monétaires entre pays, et de la démultiplication des monnaies à un niveau infra-étatique. Ce second phénomène est moins connu que le premier. Il conduit à considérer non pas un processus de simplification du paysage de la monnaie (selon une logique qui pourrait être celle d'une sélection plus ou moins naturelle de monnaies concurrentes) mais un processus de débordement du pouvoir monétaire des États tant par le haut que par le bas¹. La première émergence et diffusion des monnaies sociales, sous la forme des LETS particulièrement, a ouvert une voie nouvelle ; leur diffusion durable concourt progressivement à « *décoloniser l'imaginaire*² » monétaire populaire, en ce sens que la relation de la monnaie au pouvoir exclusif de l'État et à une société dominée par le marché et la lucrativité apparaît de moins en moins comme une relation organique et toujours davantage comme une association parmi d'autres, et politiquement discutable.

Ce débordement du pouvoir monétaire des États illustre que de plus en plus d'usages monétaires (c'est-à-dire en compte et en paiement) sont mal couverts par les monnaies nationales. À ce titre, on peut formuler l'hypothèse de travail suivante : les monnaies locales constitueraient une contrepartie locale du processus d'ouverture des économies et des sociétés que l'on appelle « mondialisation » ; non un repli sur soi mais un besoin

¹ Voir notamment les travaux de Benjamin J. Cohen (1998) ainsi que ceux de Emily Gilbert et Eric Helleiner (1999). Voir aussi Jérôme Blanc (2000).

² On reprend ici une belle expression de Serge Latouche, qui est aussi le titre d'un de ses ouvrages.

d'articulation entre le local, le national et le global. Les monnaies sociales, en tant que monnaies locales particulières, en seraient une contrepartie « alter-économique » dans la mesure où elles reposent souvent sur une critique forte de l'organisation économique actuelle.

On ne peut cependant adhérer à la thèse de la perspective radieuse selon laquelle le processus en cours conduirait à une transformation radicale de la société. Deux principales raisons rendent pour le moins dubitatif à cet égard. Premièrement, une telle idée fait de la monnaie le facteur premier d'explication de la façon dont les pouvoirs et les relations sont organisés et hiérarchisés dans les sociétés humaines. Autrement dit, les défauts de la société actuelle incomberaient centralement à son organisation monétaire, et il suffirait de transformer celle-ci pour transformer celle-là. Il s'agit selon nous d'une simplification abusive. Secondement, si la croissance extraordinaire des réseaux argentins a pu laisser croire, un temps, à la possibilité d'une généralisation des monnaies sociales, leur chute a trahi la raison de cet emballement : un processus non maîtrisé (et probablement non maîtrisable) lié à l'effondrement de l'Argentine en 2001-2002. Ailleurs dans le monde, on constate un plafonnement, à un niveau modeste, de la taille des dispositifs après des premières années de forte croissance. Qui plus est, au-delà des dispositifs relativement simples dans leur ingénierie (par exemple, les systèmes de type LETS sont très simples à mettre en place), l'établissement de systèmes régulés efficacement et à potentiel économique significatif s'avère singulièrement compliqué et suppose, à tout le moins, l'alliance au monde bancaire *via* des banques coopératives à la fois ancrées dans le local et déconnectées de la lucrativité.

La légitimité, l'organisation et la professionnalisation

Avant la perspective radieuse, il y a le présent, toujours compliqué. Les monnaies sociales ont à faire face à deux grands défis : celui de la légitimité et celui de l'organisation, avec en forme d'interrogation le défi de la professionnalisation.

Les monnaies sociales ont à construire leur légitimité à l'égard du public, des autorités monétaires, des organisations de protection sociale et des collectivités locales. À l'égard du public, il leur faut montrer qu'elles ne sont pas seulement un cercle d'échanges alternatif, réservé à des militants ou à des sympathisants de telle ou telle cause. Un confinement de cette sorte les conduirait à terme à la sclérose. À l'égard des autorités monétaires, il leur faut montrer que les monnaies en question n'entrent pas en concurrence avec les monnaies nationales mais bien plutôt qu'elles sont un complément qui permet des réalisations, inaccessibles par le seul jeu des monnaies nationales. À l'égard de la protection sociale, ces dispositifs doivent montrer que les échanges qu'ils suscitent ne constituent pas un substitutif aux revenus primaires ou secondaires en monnaie nationale, mais qu'ils fournissent une aide importante à l'insertion sociale, de façon directe (par l'obtention d'une activité salariale formelle ou la création d'une micro-entreprise) ou indirecte (par exemple, *via* l'insertion dans des réseaux sociaux ou le développement de compétences nouvelles). À l'égard des collectivités locales, ces dispositifs doivent montrer leur apport en termes de développement

local et doivent pouvoir développer avec elles des partenariats qui ne les soumettent pas pour autant à une commande publique.

Il est vrai que ces éléments de la légitimation ne sont pas forcément compatibles. Ceci conduit à la question de l'organisation et des choix à réaliser en fonction d'objectifs clairement identifiés. Un enjeu majeur pour les dispositifs qui seront inventés et expérimentés dans les années à venir consiste à combiner efficacement les modalités organisationnelles et ces objectifs. C'est aussi la condition pour que gouvernements et parlementaires acceptent d'adapter les législations existantes ou, le cas échéant, en créent de nouvelles. Selon les choix organisationnels, se pose la question de la professionnalisation des structures, comme, d'ailleurs, dans le monde associatif en général. Cette professionnalisation apparaît une contrepartie nécessaire dès lors que l'on conçoit les dispositifs de monnaies sociales comme des moyens utiles à la lutte contre l'exclusion ou à la redynamisation de localités par le biais de l'accès à des biens et services et à du crédit en monnaie interne. Tel n'est certes pas le choix réalisé en France jusqu'ici, par exemple. L'ouverture des regards vers la diversité des expériences dans le monde, qu'a tenté de réaliser ce septième volume des rapports *Exclusion et liens financiers*, indique qu'il pourrait tout à fait être légitime.

BIBLIOGRAPHIE

COHEN B. J., (1998), *The Geography of Money*, Ithaca (New York) : Cornell University Press, 229 p.

GILBERT E., HELLEINER E., (eds.), (1999), *Nation-States and Money. The past, present and future of national*

currencies, London et New York : Routledge, 240 p.

BLANC J., (2000), *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire*, Paris : L'Harmattan, coll. « Logiques économiques », 351 p.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	9
INTRODUCTION GENERALE	
<i>Les monnaies sociales : un outil et ses limites</i> , par Jérôme Blanc	11
PREMIERE PARTIE : Justifications des monnaies sociales	25
<i>Introduction</i>	27
Jérôme Blanc	
<i>À quoi servent les monnaies sociales ?</i>	31
Massimo Amato	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? Réflexions sur l'enjeu de l'institution monétaire</i>	43
Luca Fantacci	
<i>Qu'est-ce que la monnaie ? La question de la complémentarité à partir des institutions historiques de la monnaie occidentale</i>	59
Bernard Lietaer	
<i>Des monnaies pour les communautés et les régions biogéographiques : un outil décisif pour la redynamisation régionale au XXI^e siècle</i>	73
Margrit Kennedy	
<i>Pourquoi avons-nous besoin d'innovations monétaires ? Trois erreurs courantes, trois conséquences probables, trois solutions possibles</i>	99
Thomas H. Greco Jr.	
<i>Réinventer l'argent : un remède à l'exclusion financière</i>	121
Keith Hart	
<i>Richesse commune : construire une démocratie économique à l'aide de monnaies communautaires</i>	135
Valérie Demers et Corinne Gendron	
<i>Finance solidaire et monnaies sociales : entre solidarité et réforme de l'économie</i>	153

DEUXIEME PARTIE : Modalités d'organisation	167
Introduction	169
Jérôme Blanc	
<i>Choix organisationnels et orientation des dispositifs de monnaies sociales</i>	173
Pantaleo Rizzo	
<i>Le système multilatéral : gestion sociale et gestion multilatérale</i>	197
Henk van Arkel, Jaap Vink et Camilo Ramada	
<i>Méthodes pour le succès des monnaies complémentaires</i>	213
Stephen DeMeulenaere	
<i>Les systèmes de monnaie complémentaire : des anciennes origines à une réponse moderne au problème de l'exclusion</i>	229
TROISIEME PARTIE : Modèles nationaux, expérimentations et évaluations d'impact.	245
Introduction	247
Catherine Lenzi	
<i>L'enquête nationale sur les systèmes d'échange locaux (SEL) en 2004 : éléments d'analyse</i>	253
Catherine Lenzi	
<i>Le temps des femmes comme richesse collective et expression citoyenne : l'expérience des systèmes d'échanges locaux (SEL)</i>	281
Colin C. Williams	
<i>Le rôle de l'économie sociale face à l'exclusion sociale : quelques leçons des local exchange and trading schemes (LETS)</i>	305
Gill Seyfang	
<i>Consacrer du temps à la construction de la communauté ? Une évaluation des banques de temps comme outil d'inclusion sociale</i>	323
Yasuyuki Hirota	
<i>Les expérimentations de monnaies locales au Japon : les monnaies au service de l'uchi</i>	339
Ana Ferreira et Peter Moers	
<i>Le projet Fomento à Fortaleza</i>	355
Celina Whitaker et Pascale Delille	
<i>Le projet Sol : pour retrouver le sens des valeurs</i>	383

QUATRIEME PARTIE : Le trueque argentin, de l'emballlement à la chute	395
<i>Introduction</i>	397
Laurent Montillet	
<i>Et pour quelques crédits de plus...</i>	401
Jeff Powell	
<i>Capitalisme insignifiant, capitalisme en perfectionnement ou post-capitalisme ?</i>	
<i>Enseignements des expériences argentines de troc</i>	423
Susana Hintze	
<i>La construction médiatique du trueque en argentine</i>	443
Mariana Luzzi	
<i>La trueque face à l'État, l'État face au trueque : des rapports complexes</i>	459
Lucie Gémonet	
<i>La diffusion et l'apprentissage de valeurs propres aux clubs de trueque : discours et pratiques</i>	
<i>des adhérents du club San Javier Solidarios</i>	469
Pierre Olivier Salles	
<i>Entre survie et engagement politique, les avatars du projet militant du trueque argentin</i>	481
Georgina M. Gómez	
<i>La RTZO, ou « Réseau de troc de la zone Ouest », partenaire de l'économie locale</i>	497
Heloisa Primavera	
<i>Le projet Colibri : un rayonnement de l'économie solidaire ?</i>	513
CONCLUSION GENERALE	
<i>Où vont les monnaies sociales ? Où peut-on aller avec elles ? Quelques mots en guise de</i>	
<i>conclusion, par Jérôme Blanc</i>	535
SIGLES ET ACRONYMES	539
SITES INTERNET	543
TABLE DES MATIERES	545

Rapport Exclusion et liens financiers 2005-2006

Monnaies sociales

Ce septième rapport rassemble près de trente textes sur ces dispositifs, parmi lesquels on connaît, en France, les SEL. Ce sont des systèmes locaux d'échange articulés autour d'une monnaie spécifique et qui visent des objectifs d'ordre socio-économique. Ce livre porte sur eux un regard comparatif et international. Leur dynamique remonte aux années 1980. Ils sont aujourd'hui présents dans une quarantaine de pays et un demi-million à un million de personnes y participent. Cet ouvrage comprend quatre parties. La première présente un ensemble d'arguments justifiant le recours à de tels dispositifs. La deuxième s'interroge sur les modalités de leur organisation et sur les conséquences des choix en la matière. La troisième présente un ensemble d'expériences et de modèles ainsi que des évaluations d'impact socio-économique. La quatrième est consacrée à l'extraordinaire cas argentin. L'ensemble constitue le premier livre de langue française qui présente un panorama aussi large sur cette question.

Les rapports *Exclusion et liens financiers* constituent une contribution à l'observation de l'économie solidaire en émergence et se situent à la croisée des chemins de la réflexion et de l'opérationnel. Ils s'adressent aux acteurs de terrain de la lutte contre les exclusions (associations, collectivités locales, décideurs publics, etc.) – mais aussi aux chercheurs et à l'ensemble de la communauté financière – par les questions de responsabilité sociale de la finance qu'ils posent et par les initiatives qu'ils donnent à connaître et analysent.

*

* *

Jérôme Blanc est maître de conférences à l'université Lumière Lyon 2 et chercheur au LEFI (ex-Centre Walras). Il a participé à l'ouvrage collectif sous la direction de Jean-Michel Servet, *Une économie sans argent : les systèmes d'échange local* (Paris : Seuil, 1999) et a publié *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire* (Paris : L'Harmattan, 2000).

Cet ouvrage a été publié grâce au soutien de la Mission recherche de La Poste et grâce au programme ECOS-Sud A03H02 intitulé « La fragmentation monétaire argentine : des fondements de la crise monétaire aux conditions d'un développement local et régional ».